

# L'Année du Maghreb

27 | 2022 :

Dossier : Minorisations. Revisiter les conditions minoritaires

Varia &amp; Recherches en cours

## L'École de journalisme d'Alger (1964-1990) : les défis d'une formation professionnelle

*The Algiers School of Journalism (1964–1990): The challenges of professional training*

مدرسة الجزائر العاصمة للصحافة 1964 - 1990: تحديات التكوين المهني

CHLOÉ NEJMA RONDELEUX

p. 135-152

<https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.10765>

### Résumés

Français English العربية

À travers une histoire de l'École de journalisme d'Alger, depuis sa création en 1964 jusqu'au début des années 1990, ce site vise à éclairer la profession de journaliste dans l'Algérie indépendante, l'instauration du parti unique se traduit par un contrôle étatique de l'ensemble des médias (presse-écrite, radio, télévision et presse électronique) et de la part du ministère de l'Information, soit sous celle du parti unique. Avec l'évolution de cet institut universitaire, unique lieu de formation en Algérie, se dessinent à la fois les différentes visions des transformations de l'enseignement supérieur en Algérie, des années 1960 à nos jours.



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

de la tutelle ministérielle et, d'autre part, les orientations édictées par les responsables politiques algériens à partir de 1962, ont été prises en compte à l'intérieur de l'institution. Les sources qui se composent de travaux universitaires, autobiographies, articles de presse, etc. ont été enrichies par des entretiens inédits et archives de ces derniers, permettant d'approcher au plus près le

de la naissance et s'attarde sur le projet initial des années 1964-1990 de la formation professionnelle en journalisme depuis l'indépendance organisée au début de la décennie. L'ouverture de l'École de journalisme en octobre 1964, met en évidence la dimension pratique dans la formation des journalistes et de la dimension pratique dans la formation des journalistes et du cursus de la première promotion souligne les choix

retenus dans le programme universitaire, et esquisse déjà les tendances d'une formation tournée davantage vers l'acquisition d'une culture générale que l'apprentissage d'un métier.

En s'arrêtant ensuite sur les différentes réformes, initiées au niveau du système universitaire comme au niveau de l'Institut de journalisme, l'article retrace le processus d'arabisation de la filière et ses effets. Il démontre aussi comment elles contribuent à renforcer progressivement le caractère académique de la formation au détriment de son caractère professionnalisant, malgré des débats réguliers et discours critiques de la part des principaux concernés, notamment sur la question des débouchés des diplômés.

La prise en compte des diverses projections sur l'École de journalisme souligne finalement le défi insurmontable pour l'institution de satisfaire des acteurs ayant des conceptions distinctes du métier de journaliste.

Through a history of the École de journalisme d'Alger (Algiers School of Journalism), from its creation in 1964 to the large-scale reforms of 1990, this article aims to shed light on the journalistic profession in independent Algeria. During this period, the establishment of the single party translated into a monopoly of political power over the media as a whole (newspapers, radio, television and press agencies), placed either under the supervision of the Ministry of Information or under the party of the National Liberation Front (FLN). With the evolution of this university institute, the only place in Algeria for training in the information trades, there emerge different visions of the figure of the journalist and the great transformations of higher education in Algeria, of which the most striking is Arabisation.

By considering, on the one hand, ministerial supervision and, on the other, the socialist and Third World positions adopted by Algerian political managers from 1962, this article favours an internal view of the institute. Sources consisting primarily of writings, such as university works, autobiographies, academic articles, etc., left by the principal role-players of the École de journalisme (directors, lecturers and students), have been enriched by previously unpublished interviews and personal archives collected from the above-mentioned, making it possible to approach as closely as possible to the functioning of the institute.

The article first recounts the context of birth and dwells on the initial project of the years 1964–1965. The description of the first journalism training course since independence, organised at the start of 1964, just a few months before the opening of the École de journalisme in October 1964, highlights the influence of the socialist countries and the practical dimension of the training provided. The study of the composition and curriculum of the first course emphasises the choices made in the university programme, and outlines the tendencies of a training already geared more towards the acquisition of general knowledge than an apprenticeship in a trade.

Then, in examining the various reforms, introduced at the level of both the university system and the École de journalisme, the article recounts the process of the Arabisation of the sector and its effects. It also shows how these contributed to progressively reinforcing the academic nature of the training, to the detriment of its professional character, despite regular debates and critical discourse by the leading figures concerned, particularly on the question of job openings for graduates.

Taking into account the various projections on the École de journalisme finally emphasises the insurmountable challenge for the institution of satisfying role-players with distinct conceptions of the journalist's trade.



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

من خلال تاريخ مدرسة الصحافة في الجزائر العاصمة، منذ إنشائها في عام 1964 المقال إلى تسليط الضوء على مهنة الصحفي في الجزائر المستقلة. فخلال هذه الفترة، على جميع وسائل الإعلام (الصحافة المطبوعة والإذاعة والتلفزيون وكافة الصحافة) إشراف جبهة التحرير الوطني (FLN). ومع تطور هذا المعهد الجامعي، وهو المكان كل من الرؤى المختلفة لشخصية الصحفي والتحوليات الكبرى للتعليم العالي في الجزائر

ومن خلال التفكير في تأثير الإشراف الوزاري، من ناحية، وفي التوجهات الأشر السياسيون الجزائريون منذ عام 1962 من ناحية أخرى، يُرَجَّح هذا المقال وجهة نظر الكتابات، كالأعمال الجامعية والسير الذاتية والمقالات الأكاديمية وما إلى ذلك، والتدريسيين ومدرسين وطلاب وطالبات) قد أُثِرَت بالمقابلات غير المنشورة والأرشيفات المعهد.

يسرد المقال أولاً سياق الولادة ويُرَكِّز على المشروع الأولي للسنوات 1964 - الاستقلال والذي نُظِمَ في بداية عام 1964، أي قبل بضعة أشهر من افتتاح مدرسة اله على تأثير الدول الاشتراكية وعلى البعد العملي في التدريب المقدم. وتؤكد دراسة نت المتخذة في البرنامج الجامعي، وترسم أصلاً اتجاهات التدريب الموجه نحو اكتساب ثقا

ثم يركز المقال على الإصلاحات المختلفة التي بدأت على مستوى النظام الجامعي وك تعريب هذا الفرع وأثاره. كما يوضح كيف ساهمت هذه الإصلاحات تدريجياً في الاحترافية، على الرغم من السجلات المنتظمة والخُطْب النقدية التي قامت بها الأطرا الخريجين.

إنَّ النظر في مختلف التوقعات بشأن مدرسة الصحافة يؤكد في نهاية المطاف على التحدي الذي لا يمكن التغلب عليه والذي تواجهه المؤسسة لإرضاء الجهات الفاعلة التي تمتلك مفاهيم مغايرة عن مهنة الصحافة.

## Entrées d'index

**Mots-clés :** Algérie post-indépendance, éducation, médias, journalistes, Université, École de journalisme d'Alger.

**Keywords :** Post-independence Algeria, education, media, journalists, University, School of Journalism of Algiers

فهرس الكلمات المفتاحية : الجزائر ما بعد الاستقلال، التربية، وسائل الإعلام، الصحفيون، الجامعة، مدرسة الصحافة بالجزائر العاصمة

## Texte intégral

- 1 À la fin de l'année 1964, une trentaine d'étudiants font leur rentrée dans la nouvelle École nationale supérieure de journalisme (ENSJ), créée à Alger au début du mois d'octobre. Parmi eux, une majorité d'hommes ainsi que trois femmes (Ahcène-Djaballah, 2020, p. 36), pour la plupart originaires d'Alger mais aussi d'autres grandes villes du pays. Pour intégrer cette première promotion d'étudiants en journalisme, ils ont d'abord été sélectionnés sur dossier puis ont dû réussir le concours d'entrée<sup>1</sup>. C'est ainsi qu'en ce mois de novembre 1964, les murs anciens et humides du 2 rue Jacques Cartier, en plein centre-ville d'Alger, s'animent de l'agitation des établissements universitaires. Même si les pièces sombres et exiguës du bâtiment – qui abrita à l'époque coloniale le siège de la Loge maçonnique d'Alger<sup>2</sup> – sont loin d'être opérationnelles comme salles de cours, cette ouverture est un événement.
- 2 À l'échelle du Maghreb et plus largement du continent africain, l'École de journalisme d'Alger constitue une expérience inédite à double titre<sup>3</sup>. D'une part, elle représente un projet pionnier de formation en journalisme, en précédant de plusieurs années la naissance de l'Institut de presse et des sciences de l'information (IPSI) de Tunis en 1967, celle de l'Institut supérieur de journalisme de Rabat en 1977 (Fourdan-Cilia et Paris, 1977, p. 982), mais aussi les créations en 1970 de l'École de journalisme pour les pays africains de l'Université de Nairobi (Kenya) et de l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (Cameroun)<sup>4</sup>. D'autre part, à la différence d'un modèle largement présent dans les pays dits « en voie de développement » à l'époque, l'ENSJ est fondée sans l'appui d'un organisme étranger, notamment celui de la fondation privée allemande Friedrich Naumann qui, empreinte d'une idéologie de libéralisme social, soutient à partir du milieu des années 1960 le développement de nombreux instituts de presse dans les pays du « Tiers-Monde ».



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

inscrit dans un contexte de post-indépendance niveau politique, avec la multiplication d'initiatives éducatives françaises, à doter l'Algérie de ses propres établissements d'enseignement supérieurs. À l'été 1964, tels que l'École normale supérieure d'administration (ENA) en juin 1964, ou encore les écoles de formation des textiles (CAHT) en octobre 1964. Tous ces établissements ont pour objectif de former rapidement des diplômés capables de relever les défis de la reconstruction de l'infrastructure du pays après le départ massif des Français. L'École de journalisme doit ainsi pallier un manque de journalistes professionnels, analysés ou créés au lendemain de l'indépendance. La presse algérienne, monopolisée par les Français, était largement exclue (Ihaddaden, 1983). Par conséquent, les journalistes algériens formés sur le tas en animant la presse dirigée par les Français, sont appelés à occuper des postes de responsabilité politique dans le pays (Ihaddaden, 2012, p. 97).

4 En adéquation avec le projet tracé par le Front de libération nationale (FLN) lors du Congrès de la Soummam de 1956, ces nouvelles infrastructures scolaires ont donc pour mission de « donner au pays les cadres dont il a besoin » et « d'assurer le développement de la pensée socialiste en tant qu'instrument de formation idéologique » (Remili, 1980, p. 45). L'ENSJ a pour rôle de former « des cadres supérieurs dans le domaine de l'information, de la presse et de l'administration publique » destinés à participer à « l'édification d'une information spécifiquement algérienne »<sup>5</sup>. Cette définition, contenue dans la brochure de présentation de l'École éditée par le ministère de l'Éducation nationale et l'Université d'Alger, reflète la vision très bureaucratique et idéologique du rôle du journaliste défendue par les dirigeants politiques. Dans un régime de parti unique (Leca et Vatin, 1975, p. 75) où l'autorité politique contrôle l'ensemble des médias, le journaliste endosse aussi le rôle de fonctionnaire, de militant et de porte-parole du parti, du gouvernement et de la Révolution, comme le répètent les discours des responsables politiques et les textes législatifs encadrant la profession (Brahimi, 1987, p. 195). Compte tenu du lien étroit des médias avec le pouvoir, le journaliste algérien évolue donc dans un environnement de travail contraignant, qu'il dépende du ministère de l'Information au sein des médias gouvernementaux – l'agence de presse Algérie Presse Service (APS), la Radiodiffusion-télévision algérienne (RTA) et les principaux quotidiens du pays dont *El Moudjahid* – ou du FLN au sein des médias du parti, composés de deux hebdomadaires dont *Révolution Africaine* et de quelques publications d'organisations des masses de faible diffusion. Le coup d'État du 19 juin 1965 du général Houari Boumediène renforce encore davantage ce système de monopole étatique sur les médias qui se poursuit sous la présidence de Chadli Bendjedid (1979-1992).

5 Le soulèvement d'Octobre 1988 ouvre la brèche menant à la fin du monopole du secteur public sur la presse écrite, grâce à l'autorisation de création de journaux privés à partir de 1991<sup>6</sup>. Débute alors une nouvelle période, caractérisée par une augmentation significative du nombre de journaux et donc de journalistes (Ancer, 2001, p. 79). Depuis l'indépendance, ce nombre était resté relativement faible avec un effectif estimé à 1 500 journalistes en 1988<sup>7</sup>, pour une population d'environ 24 millions d'habitants (ONS, 2011). À cette date, l'accès aux médias parmi la population algérienne est plus étendu que vingt ans auparavant, grâce à la baisse du taux d'analphabétisme passé de 85 % en 1962 à moins de 50 % (chez les plus de 10 ans) et à l'augmentation des infrastructures audiovisuelles assurant désormais une couverture nationale de la télévision et de la radio (Brahimi, 1989, p. 222). La pénétration des médias dans la société algérienne se heurte néanmoins à deux obstacles : pour la presse écrite, une offre relativement pauvre avec 30 exemplaires pour 1 000 habitants (quand la norme de l'Unesco s'établit à 100 exemplaires pour 1 000 habitants), cumulée à des difficultés

territoriale nationale (RSF, 1989, p. 30) ; pour les médias classique et du français qui exclut une grande partie de la population, notamment l'arabe dialectal et le tamazight (Mostefaoui,



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

des médias, entre souci de professionnalisation et retour à l'échelle de l'École de journalisme d'Alger, à Alger à enseigner le journalisme et plus largement de la communication. Les changements d'identité ont entraîné certainement une des manifestations les plus importantes : l'ENSJ devient l'Institut des sciences politiques et de la communication avec l'Institut des sciences politiques, avant de 1983 et d'être renommé l'Institut des sciences de la communication (ISIC)<sup>8</sup>.

Les conséquences témoignent des multiples visages de l'Université d'Alger et donc de son recteur<sup>9</sup>, dirigé par des équipes et composé d'une équipe enseignante ainsi que tous ces acteurs possèdent des visions différentes, notamment la formation dispensée. En s'appuyant

principalement sur des sources internes à l'institution, cet article privilégie les points de vue des protagonistes de l'École de journalisme. Ce choix repose, d'une part, sur la volonté de proposer une histoire plus sociale qu'institutionnelle, laquelle est déjà présente dans l'historiographie (Brahimi, 1980 ; Kirat, 1987 ; Chaouche-Ramdane, 1989 ; 'Azzi, 1990) et, d'autre part, sur celle de dépasser l'indisponibilité des archives officielles de l'Institut et plus largement de l'État, en valorisant à la fois des sources accessibles (thèses d'anciens élèves, revues académiques, autobiographies) et de nouveaux corpus (entretiens et documents personnels). Les archives du professeur Brahim Brahimi<sup>10</sup>, qui fit toute sa carrière à l'École de journalisme, sont composées principalement de documents administratifs. Ils constituent des sources inédites précieuses par l'éclairage qu'ils apportent sur la vie interne de l'École.

- 8 À travers l'analyse du projet initial, il s'agira de montrer comment cet Institut de journalisme témoigne à la fois des transformations de l'enseignement supérieur en Algérie, des choix collectifs et individuels prévalant à l'intégration du journalisme dans un parcours universitaire et des positions ambivalentes des dirigeants envers le secteur des médias.

## La recherche d'un modèle algérien de formation en journalisme

- 9 Dans le contexte des décolonisations marqué par l'affirmation des mouvements anticoloniaux et tiers-mondistes, les initiatives du gouvernement algérien dans le domaine de l'information bénéficient de l'appui d'organismes et de personnalités proches des valeurs socialistes adoptées par l'Algérie. Le premier stage de journalisme organisé par les autorités algériennes avec l'aide de l'Organisation internationale des journalistes (OIJ), quelques mois avant l'ouverture de l'ENSJ, met ainsi en évidence les influences mais aussi les différences avec l'élaboration et la mise en œuvre du projet initial de l'École au cours de l'année 1964-1965.

### Avant l'École, un premier stage très pratique

- 10 Le décret portant création de l'ENSJ est publié le 21 décembre 1964. Cette reconnaissance légale, érigée en date de naissance officielle de l'institution, parachève une série d'initiatives dans le domaine de la formation journalistique, mises en œuvre par le ministère de l'Orientation nationale tout au long de l'année 1964<sup>11</sup>. Un séminaire sur l'information est ainsi organisé du 20 au 25 janvier à Alger, à destination des



« à l'échelle du ministère de l'Orientation nationale et de différents ministères »<sup>12</sup>. Dans la

le premier stage de formation de journalistes depuis

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

locaux du centre familial de Ben Aknoun, un ancien résidence pour artistes à l'indépendance, situé sur les de participants s'initie pendant trois mois au stagiaires composé de 27 élèves algériens, intégrant adressé par une imposante équipe d'une quinzaine de nentée, internationale et exclusivement masculine. Àaliste de l'agence de presse tchécoslovaque CTK, de rédaction du journal français *Libération* ou encorealiste à *Révolution Cuba*, des enseignants originaires le Cuba et de RDA ont été dépêchés par l'OIJ qui a torités algériennes, à l'organisation de ce stage de



Cette photographie du groupe de stagiaires, accompagnés de leurs enseignants parmi lesquels Ota Hirschmann allongé sur le sol, a été prise lors du voyage effectué par la promotion à travers l'Algérie au mois d'avril 1964 (Ferhi, 2013, p. 92). Elle est publiée pour la première fois en Une du journal *Stage-Informations Algérie*, réalisé par les élèves en guise de travaux pratiques. Les sourires affichés sur une grande partie des visages et les différentes mains posées sur les épaules dégagent une impression d'ambiance conviviale et d'une complicité partagée, à la fois entre stagiaires et entre formateurs et apprentis. La photographie est reprise du livre-témoignage *Dix ans de presse (1962-1972)* de Youcef Ferhi, assistant professeur lors du stage, paru en 2013<sup>15</sup>.

- 12 Aux côtés des enseignants algériens, envoyés par les ministères, et des professeurs français, détachés d'instituts de formation, se trouvent des militants nationalistes africains et même un « libertaire » en la personne de Serge Michel (Rupp, 2012), décrit par l'un des stagiaires comme « élément moteur du stage »<sup>16</sup>. Ce journaliste aguerri né en France, fervent révolutionnaire et internationaliste convaincu, a joué un rôle de premier plan dans la construction des médias algériens (*Ibid.*). Fort de son expérience de journaliste professionnel, Serge Michel assure lors du stage les cours de techniques rédactionnelles, au sein d'un programme où l'enseignement pratique occupe une place prépondérante. Les stagiaires produisent ainsi chaque jour par petits groupes un journal mural qui comporte toutes les rubriques d'un quotidien, et confectionnent un vrai journal à la fin de leur formation. Pour aboutir à l'ensemble de ces réalisations, les



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

jour et nuit à la tâche, passant parfois des nuits . « Considérés beaucoup plus comme des débutants e simples étudiants »<sup>17</sup>, ces stagiaires se voient offrir stage le 27 avril 1964, de débiter une carrière de u quotidien *Alger Ce Soir*. Fondé par Serge Michel, le é des 27 élèves pour son premier numéro sorti le 15 d'entre eux y continuent d'ailleurs leur chemin tandis ions du *Peuple*, de la RTA ou encore de l'APS (*Ibid.*, s poursuivront une longue carrière dans les médias, ite de langue française, à l'image de Bachir Rezzoug , *Révolution Africaine*), Mimi Maziz (*Révolution em (El Moudjahid, Algérie-Actualité)*.

ge, la toute nouvelle École de journalisme ouvre ses étudiants. Quels acteurs ont participé à l'élaboration ont été particulièrement débattus ? Quelles visions se ources suffisantes sur cette période dans le corpus irent ouvertes. En s'intéressant au système de années 1964-1965 ainsi qu'aux modèles de formation

en journalisme et aux options retenues par l'ENSJ, certaines tendances se dessinent néanmoins avec certitude.

## Au départ, un institut universitaire relativement professionnel

14 Avec une population estudiantine réduite à 2 500 personnes sur 10 millions d'habitants en 1962, et trois universités pour tout le pays dont la principale se trouve à Alger, l'université algérienne des années 1960 constitue un lieu réservé à une minorité privilégiée (Guerid, 2007, p. 279). Héritier du système d'enseignement colonial, le système d'enseignement supérieur demeure largement calqué sur le modèle français – avec des programmes d'enseignement, des personnels enseignants et des diplômes similaires à l'Hexagone – même si des voix s'élèvent pour suivre d'autres orientations (Kadri, 2000, p. 9). Intégrée à l'Université d'Alger, l'ENSJ partage ces caractéristiques, tout en se distinguant par son statut d'institut et le contenu de sa formation qui allie enseignements théoriques et pratiques.

15 La première promotion de l'ENSJ se compose d'un nombre restreint d'étudiants, avec une dizaine de diplômés ayant achevé les trois années de licence (Brahimi, 1980, p. 113). Les nouvelles structures de formation dans le supérieur peinent en effet à recruter, du fait de la très faible scolarisation des Algériens à la période coloniale. « Il y avait de la place pour tout le monde et on "racolait" presque pour faire le plein dans les nouvelles Écoles qui se créaient [...] », précise ainsi Belkacem Ahcène-Djaballah, étudiant de la première promotion de l'ENSJ, dans son autobiographie (Ahcène-Djaballah, 2020, p. 36). L'étudiant-type des premières années de l'indépendance est donc un « homme attendu » comme le souligne le sociologue Djamel Guerid : « Peu importe la filière qu'il choisisse et même qu'il aille ou non jusqu'au bout de ses études, il est sûr de trouver un poste élevé dans l'une des hiérarchies administratives, économiques, culturelles et politiques » (Guerid, 2007, p. 282). À l'image des autres filières universitaires, les étudiants de l'ENSJ sont en majorité des citadins originaires des grandes villes du Nord du pays, de langue et de culture françaises, issus de classes moyennes et supérieures de la société (*Ibid.*). Comme les autres étudiants de l'Université d'Alger, ils bénéficient d'un programme interdisciplinaire assuré par une équipe enseignante largement composée de coopérants français ou assimilés<sup>18</sup> « dont les approches baignent dans un environnement marxiste, tiers-mondiste et ne sont nullement tempérées, bien au contraire, par un militantisme anti-colonial » (Kadri, 2000, p. 38). L'ENSJ compte ainsi dans ses rangs le professeur de géographie Alain Plénel qui, avant de gagner Alger en 1965, a officié comme vice-recteur de la Martinique



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

ons antiracistes<sup>19</sup>. La direction des études de la section ée par Francis Balle<sup>20</sup>. Ce dernier deviendra à partir ançais de presse (IFP), au sein duquel il maintiendra urnalisme d'Alger, à travers des missions de conseils : côtés de ces enseignants français se trouvent aussi : en exil, originaires de pays d'Afrique colonisés par des enseignants algériens détenteurs d'un diplôme de dans les universités françaises (Ahcène-Djaballah,

odèle de l'institut universitaire, c'est-à-dire d'une autonome intégrée à l'Université d'Alger. Un cycle igié par rapport à un enseignement plus pratique et moment dans les instituts technologiques, tel que le s techniciens et ingénieurs (Khelfaoui, 2000, p. 7). Le gique davantage orientée vers l'apprentissage des xercice du métier, comme celle dispensée lors du nvier 1964, n'a donc pas été retenu.

17 Cette question de la répartition des enseignements théoriques et pratiques dans la formation des journalistes fait très tôt l'objet de débats vifs et récurrents entre partisans « de la "compétence" affirmée par des diplômés et ceux de la "capacité" affirmée par l'expérience »<sup>22</sup>. En Algérie, si la formation sur le tas, c'est-à-dire en cours d'emploi, a prévalu au lendemain de l'indépendance, face à l'urgence de disposer de journalistes professionnels et en l'absence de lieux de formation, elle diminue à partir de la création de l'ENSJ dont les diplômés peinent au départ à se faire accepter par les journalistes qui occupent les postes de responsabilité dans les médias (Louber, 1975, p. 95). Avec le choix d'une formation académique en journalisme – déjà bien implantée en France (Chupin, 2018) mais aussi en URSS<sup>23</sup> depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, deux pays qui entretiennent des liens de coopérations universitaires étroits avec l'Algérie – le caractère professionnalisant de la formation se retrouve ainsi relégué au second plan derrière un enseignement général dominant au sein du programme scolaire<sup>24</sup>.

18 Le projet pédagogique initial de l'ENSJ mis en œuvre entre 1964 et 1971, date de la réforme de l'enseignement supérieur, accorde néanmoins une place véritable aux enseignements pratiques, contrairement aux années suivantes où ils tendront à devenir négligeables. Les élèves des premières promotions bénéficient, pendant les vacances universitaires, de stages de deux à trois mois effectués à l'étranger. Ces derniers se déroulent principalement au sein de médias situés en France, en Suisse, en Allemagne et aux États-Unis<sup>25</sup>, selon les conventions signées par l'École. Les étudiants choisissent leur destination en fonction de leur moyenne annuelle et perçoivent une bourse « confortable » pour couvrir leurs frais de séjour<sup>26</sup>. Ces expériences semblent avoir marqué leurs auteurs qui se montrent capables de les raconter avec détails, plus de 55 ans après les faits. Belkacem Ahcène-Djaballah évoque ainsi dans son autobiographie ce stage de première année « très formateur ». Effectué en Suisse en 1965, il est complété l'année suivante par un stage aux États-Unis comprenant la visite de médias et institutions à travers le pays (Ahcène-Djaballah, 2020, p. 37). De même Mohamed Abassa, étudiant de la seconde promotion, se souvient avec précision de son stage de dernière année, réalisé au cours de l'été 1967 auprès de l'Agence France-Presse (AFP) à Paris : « Je travaillais au desk central et aussi au desk Afrique du Nord. Le stage devait durer un mois et, dans mon cas particulier, je suis resté trois mois parce que l'AFP m'a proposé de bosser. J'avais besoin de travailler, j'avais besoin d'argent et je me suis fait des liens là-bas à Paris et donc ça me plaisait bien<sup>27</sup> ». Il estime que ces expériences lui ont été tellement profitables, qu'une fois élu directeur de l'Institut en 1979, il a tenu à organiser un stage à l'étranger en troisième année pour un petit groupe d'étudiants. Des stages courts sont par ailleurs prévus dès la première année dans des médias nationaux, notamment à l'APS. Au-delà des stages, les étudiants acquièrent les moyens de travaux pratiques (TP) dispensés, à partir de listes en exercice<sup>28</sup>.



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

ainsi que le profil de l'équipe enseignante et des changements progressifs mais considérables à partir du 1<sup>er</sup> président Houari Boumediène substitue sa vision proprement nationale » à celle d'une université : du colonialisme » (Kadri, 2000, p. 10). Ce discours, s<sup>29</sup>, se concrétise par la réforme de l'enseignement démocratisation de l'enseignement, l'algérianisation tion des filières et une formation conforme à l'option

## 'épreuve des réalités iques



- 20 L'ouverture d'une section dite « arabophone »<sup>30</sup>, dès la deuxième année de fonctionnement de l'École, augmente et modifie le corps étudiant, tout en renouvelant sensiblement l'équipe enseignante jusque-là composée majoritairement de francophones. Les différentes réformes, au niveau universitaire comme au niveau de l'École, renforcent progressivement le caractère académique de la formation au détriment de son caractère professionnel, malgré les critiques récurrentes de l'inadaptation du cursus aux besoins.

## Un processus d'arabisation précoce aux conséquences multiples

- 21 À partir de la rentrée 1965, une section arabophone, qui signifie que l'enseignement y est dispensé en langue arabe, est instituée aux côtés de la section francophone. L'ENSJ devient ainsi le « premier département universitaire à avoir mis en place une section totalement arabisée »<sup>31</sup>, bien avant le passage à l'arabisation intégrale des sciences humaines et sociales, décidé à partir de septembre 1980 (Sebaa, 1996, p. 19). D'emblée, la promotion arabophone accueille des effectifs supérieurs à ceux de la section francophone avec, en 1967, 22 étudiants diplômés dans la première contre 14 dans la seconde. Cette supériorité numérique se maintient jusqu'à la suppression de la section francophone en 1983, suite à l'arabisation des sciences sociales. Sur quelque 500 diplômés entre 1964 et 1983, environ 60 % ont ainsi suivi leurs études en arabe (Chaouche-Ramdane, 1989, p. 160). L'accélération de l'enseignement en arabe à l'université cumulée à la volonté politique d'algérieniser le corps enseignant, en remplaçant les coopérants par des enseignants algériens ayant des titres équivalents, provoquent le départ progressif des enseignants francophones étrangers. Plusieurs professeurs historiques de l'ENSJ, qui y officiaient depuis son ouverture, quittent ainsi successivement l'Algérie. En parallèle de ses départs, des coopérants originaires du Proche et du Moyen-Orient, notamment d'Égypte, de Syrie et d'Irak, rejoignent l'Algérie pour enseigner dans les sections arabisées. Au milieu des années 1970, l'ENSJ compte, parmi les enseignants de la section arabophone, au moins trois coopérants égyptiens et deux coopérants marocains ('Azzi, 1990, p. 15). À cette date, le nombre d'enseignants algériens détenteurs d'un doctorat, et capables de remplacer les coopérants, demeure faible.

- 22 La situation évolue à partir des années 1980 où l'algérienisation du corps enseignant de l'Institut progresse rapidement, sous l'effet du retour des diplômés algériens ayant effectué leur doctorat à l'étranger. C'est le cas de Zahir Ihaddaden et de Brahim Brahimi qui ont tous deux réalisé leur thèse à Paris au sein de l'IFP où enseignent leurs



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

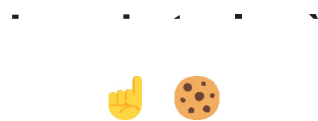
et Francis Balle. Ces deux professeurs, qui ont dirigé des sections algériennes, ont tissé des relations privilégiées avec un grand nombre de leurs doctorants devenus professeurs voire professeurs universitaires. Zahir Ihaddaden à la tête de l'ENSJ de 1971 à 1975, a supervisé la réalisation d'un « Rapport sur l'aménagement des sciences journalistiques et d'information de l'ENSJ », en l'espace d'une semaine effectuée à Alger au mois de mars 1974, par Azzouzi et Mohamed Kirat, tous deux diplômés de l'IFP après avoir décroché leur master et doctorat aux États-Unis. Ce schéma est devenu un schéma répandu en Algérie où les docteurs se retrouvent majoritairement dans le supérieur (Khelfaoui, 2000, p. 83). Les plus de difficultés à s'insérer dans une carrière enseignante, et les rares titulaires d'un doctorat en sciences de l'information et de la communication en 1980 semblent ne pas avoir poursuivi dans ce domaine. Le nombre d'enseignantes demeure donc faible, atteignant sur une équipe de 61 membres ('Azzi, 1990, p. 17). Au

sein de ce corps enseignant, les coopérants se réduisent désormais à trois professeurs originaires du Moyen-Orient (Chaouche-Ramdane, 1989, p. 165).

23 À partir de la rentrée 1982-1983, tout ce personnel enseigne en arabe. La suppression de la section francophone contraint ses enseignants, soit à se réorienter vers des filières où le français demeure la langue d'enseignement, soit à se former à l'arabe. Au sein de l'Institut, il semble que la seconde option ait été la plus suivie, comme le relève le professeur Abderrahmane Azzi dans son article sur la formation journalistique : « Une part importante du corps enseignant francophone s'est arabisée, devenant ainsi une partie comme une autre de l'équipe enseignante »<sup>33</sup> (Azzi, 1990, p. 20). Dès lors se côtoient à l'Institut, comme dans tous les établissements universitaires, des « arabophones de filiation », qui ont reçu originellement leur formation en langue arabe et enseignent dans cette même langue, et des « arabophones d'affiliation », c'est-à-dire des francophones de formation devenus arabophones d'expression. La terminologie est du sociologue Rabeh Sebaa qui conteste la « formule dichotomique francophone-arabophone » (Sebaa, 1996, p. 42).

24 Du côté des étudiants, l'adaptation au nouveau système intégralement arabisé nécessite aussi certains ajustements, notamment pour les générations ayant suivi leurs études en français. C'est le cas de Mustapha Benfodil, étudiant à l'Institut de journalisme à partir de 1990, qui a effectué la majeure partie de sa scolarité en français : au lycée puis à l'Université de Bab Ezzouar à Alger où il a commencé une licence en mathématiques. Pour lui, l'arrivée à l'Institut correspond à une « totale métamorphose linguistique », mais il reconnaît s'être vite habitué : « je lis l'arabe donc je n'ai pas eu de souci par rapport à ça »<sup>34</sup>. Parfaitement bilingue, Mustapha Benfodil use des deux langues dans ses travaux universitaires, ce qui lui vaut des remarques, parfois désobligeantes, de la part de ses enseignants. Pour la soutenance de son mémoire de licence, pour laquelle il souhaite s'exprimer en français, il se heurte au refus des membres de son jury et doit argumenter pour les convaincre d'accepter (y compris certains passages en français de son mémoire). « Je leur ai dit, "écoutez, vous êtes en train de former des étudiants destinés à un marché dominé à 60 % par la presse francophone", à l'époque c'était à peu près les chiffres. "Expliquez-moi comment régler ce non-sens. Vous nous formez pour intégrer un marché du travail qui est dominé par la langue française et vous nous interdisez d'utiliser la langue française". Et ils m'ont laissé m'exprimer dans les deux langues ».

25 Cette remarque met en évidence un problème récurrent depuis la création de l'École, à savoir l'inadéquation entre la formation dispensée et le milieu professionnel des médias dont les conséquences pèsent sur le choix des carrières des diplômés.



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

## formation professionnalisante

S

at cite le témoignage d'une étudiante de l'Institut, plaint de l'absence de cours pratiques dans le cursus : rnalisme. Je veux apprendre à pratiquer, utiliser un iéra, être dans un studio. [...] Je suis censée être en rcore eu aucune expérience en la matière et je serai irat, 1987, p. 80). Cette critique s'exprime de manière stitut, notamment dans les documents produits en ants pointent plus librement les défaillances de la liants en journalisme de l'Institut, *Essahafi* (*Le* rraît en 1972<sup>36</sup>, mais dont la publication devient plus nte une source privilégiée pour connaître les avis des lecture des quatre numéros publiés entre 1978 et préoccupations fondamentales : le contenu des

programmes, les retards accumulés par la fusion avec les sciences-politiques et la question des débouchés.



Cette photographie de l'entrée de l'Institut de journalisme a été publiée dans le journal *Essahafi* de juin 1984 qui célèbre les 20 ans de l'institution, à travers une série d'articles et de photographies consacrés à la vie de l'Institut et à ses réalisations. À cette date, l'Institut se situe dans le bâtiment historique de l'École fondée en 1964, au n° 2 de la rue Jacques Cartier, dans le centre-ville d'Alger. L'étroite porte d'entrée et l'effritement de la façade suggèrent des locaux exigus et vétustes, dont se fait l'écho le reportage photographique publié à l'intérieur du numéro. La plaque en arabe au-dessus de l'entrée indique qu'il s'agit de l'« Institut des sciences politiques et de l'information » (ISPI) alors que, depuis 1983, les deux filières ont été séparées en instituts distincts actant la fin de l'ISPI. D'où la légende.

- 27 L'insertion de la formation en journalisme dans un système d'enseignement universitaire classique a consacré la prédominance d'un enseignement général, avec une place toujours plus importante accordée aux modules de culture générale dans les programmes. À partir de la rentrée 1973-1974, la décision du ministère de



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

la recherche scientifique d'allonger la durée de la scolarité jusqu'à l'instauration d'un tronc commun obligatoires de spécialité (Chaouche-Ramdane, 1989, p. 150). Cette décision, imposé par le ministère de tutelle à tous les établissements sous son autorité (Khelfaoui, 2000, p. 59), ne sera que le début de nombreuses réformes des programmes de l'Institut menées

à partir de 1973-1974. Cette décision a entraîné l'ajout d'une multitude de modules dans un grand nombre de programmes de 1982 qui comportent 27 modules sur deux années (histoire, statistiques, sociologie, information, droit, sciences politiques, langues, etc.). Soit une moyenne de 6 à 8 modules par semestre (Choukri, 2000, p. 54). Un tel découpage est pourtant régulièrement reproché à l'Institut. Les étudiants reprochent à ces modules de ne faire aucun lien avec leur domaine de spécialité, ce qui rend leur acquisition peu utile pour leur vie professionnelle future, et de manquer de liens entre les cours généralistes et les cours de spécialité (Choukri, 1999, p. 9-22). Chaque refonte des programmes s'accompagne de consultations des acteurs concernés. Elles

aboutissent à des propositions formulées dans le cadre des différentes instances existantes au sein de l'Institut, tels les comités pédagogiques et le conseil scientifique. Lors de la réforme des programmes de 1990, les enseignants adressent ainsi par la voie du président du conseil scientifique un « Projet de refonte du programme de licence en sciences de l'information et de la communication ». Il met en avant la recherche d'un « équilibre judicieux entre la dimension universitaire et l'aspect utilitaire » et une « harmonisation entre les modules spécifiques aux sciences de l'information et ceux qui sont seulement un complément ou une base indispensable »<sup>38</sup>. Néanmoins, en dépit de ces bonnes intentions et des discours politiques volontaristes sur la nécessité d'améliorer la formation des journalistes, les aménagements demeurent timides (Šauš-Ramčan, 1992, p. 53). Toutes les réformes maintiennent la formation de culture générale dispensée dans le tronc commun, sans augmenter significativement les heures d'enseignements pratiques, comme s'il s'agissait d'éléments inamovibles.

29 Parmi ces discours autour du contenu de la formation, la période de fusion avec les sciences politiques (1975-1983) apparaît rétrospectivement comme des années sombres qui ont plongé l'enseignement du journalisme dans le « marasme » car, « réduite en simple département, la formation journalistique verra ses obstacles s'amplifier »<sup>39</sup>. Cette « décision bureaucratique », comme le souligne un article du journal *Essahafi*<sup>40</sup>, provoque en effet un effacement de la filière journalisme, avec une diminution significative des cours sur l'information et des étudiants de cette spécialité<sup>41</sup>.

30 Lié à l'évaluation de la filière en journalisme, le devenir de ses diplômés apparaît comme une préoccupation importante, en particulier parmi les étudiants. Le sujet est ainsi évoqué dans presque tous les numéros de leur journal, notamment dans celui de 1984 qui y consacre un article entier sous le titre « Débouchés : quel avenir pour la promotion 83-84 ? »<sup>42</sup>. La faible proportion de diplômés en journalisme embrassant une carrière dans les médias se trouve au cœur des débats. En l'absence de chiffres officiels, les estimations données par les chercheurs ou journalistes établissent le pourcentage de diplômés de l'Institut dans les médias autour de 20 %, avec une évolution de 10 à 30 % entre 1975 et 1981 (Louber, 1975, p. 100 ; Chaouche-Ramdane, 1989, p. 160). Cette situation est loin d'être spécifique à l'Algérie. La Tunisie et la France connaissent des pourcentages similaires avec 35 % de diplômés de l'IPSI de Tunis exerçant le métier de journaliste en 1981 (Jendoubi, 1987, p. 19), entre 10 à 30 % des diplômés des écoles reconnues parmi les journalistes professionnels français en 1990 (Pélissier et Ruellan, 2003, p. 93). Des interrogations subsistent néanmoins sur les raisons de cet écart dans le cas algérien.

31 La première explication est inhérente au statut de la profession de journaliste qui est une profession dite ouverte, c'est-à-dire qu'elle ne nécessite aucun diplôme préalable pour pouvoir l'exercer. Les diplômés des écoles de journalisme se retrouvent donc en



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

avril avec des journalistes formés sur le tas. Cette  
sein de l'APS où environ 27 % des journalistes de  
me universitaire au début des années 1990, même en  
ighi, 2000, p. 173). Avec l'augmentation du nombre  
r des années 1970, la part des diplômés dans les  
enir majoritaire, comme c'est le cas au quotidien *El*  
tes sont titulaires d'une licence au début des années  
ès lors, les licenciés en journalisme côtoient ceux  
roit, les sciences politiques, l'économie ou encore les  
n de l'hebdomadaire *Algérie-Actualité* où, sur 32  
; , seulement deux sont diplômés de l'Institut (Ferrag,

le l'encadrement de la profession de journaliste par  
nt peu le diplôme universitaire en journalisme. Le  
t les entreprises médiatiques est ainsi régulièrement  
titre d'exemple, le journal *Essahafi* évoque cette  
é entre l'Institut et la RTA en 1981, arrêtée au bout  
lgré un vif intérêt des étudiants concernés par cette

formule<sup>43</sup>. Par ailleurs, le diplôme compte peu dans la progression de la carrière des journalistes reposant essentiellement sur l'ancienneté. Dans ces conditions, 80 % des diplômés de l'Institut optent le plus souvent pour des postes dans la haute administration ou les sociétés nationales, perçus comme plus avantageux du point de vue des revenus et des conditions de travail.

## Conclusion

33 Au terme de cette étude sur la longue durée de l'histoire de l'École de journalisme d'Alger, plusieurs paradoxes apparaissent, éclairés par l'apport des archives internes à l'Institut. Tout d'abord, l'impression d'une institution fragmentée, et sans cesse renouvelée, donnée par les changements réguliers de noms, de directeurs et de programmes, cache en réalité une grande continuité avec un personnel enseignant, des enseignements et un modèle de formation qui se perpétuent d'une structure à l'autre. Ensuite, au-delà des critiques d'immobilisme voire d'incompétence régulièrement exprimées à l'encontre de l'Institut, et plus largement à l'égard d'un système universitaire jugé défaillant, la documentation administrative retrouvée ainsi que les entretiens réalisés démontrent un engagement important des enseignants et des étudiants dans la vie et le devenir de leur institut qui est loin, dans les années 1980, d'être moribond. Enfin, il apparaît clairement que les freins à un réel essor de l'Institut de journalisme émanent surtout de l'extérieur de l'institution, des décisions politiques prises par la tutelle ministérielle.

## Bibliographie

AGGOUN Youcef, 1991, *El Moudjahid : monographie du quotidien national algérien de langue française de sa création à nos jours : 1965-1990*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris 2.

AHCÈNE-DJABALLAH Belkacem, 2020, « *Dir'com* » et journaliste. Un « parcours du combattant », Alger, El Qobia Éditions.

ANCER Ahmed, 2001, *Encre rouge : le défi des journalistes algériens*, Alger, Editions El Watan.

'AZZI 'Abd al-Rahman, 1990, « Al-takwīn al-a'lamī : al-talāqī wa al-talağ bayn al-risālah wa al-wasīlah », *Al-mağ'alah al-g'azā'irīyah li al-ittiṣāl*, al-'adad 4, ḥarīf 1990, p. 7-41.

BRAHIMI Brahim, 1980, « La formation des journalistes et la recherche en sciences de l'information en Algérie », *Aspects de l'information au Maghreb*, Alger, Centre maghrébin d'études et de recherches administratives (CMERA), p. 111-119.

BRAHIMI Brahim, 1987, *Le pouvoir et la presse en Algérie : « doctrine » de l'information et sciences de l'information et de la communication*, Université



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

*presse et les intellectuels en Algérie*, Paris, L'Harmattan.

« La formation des journalistes à l'Institut des sciences de (1964-1990) », *Annales de l'Université d'Alger*, vol. 4, n° 1,

in al-ṣaḥāfiyīn bi-ma'had 'ulūm al-i'lām wa al-ittiṣāl bi-*Al-mağ'alah al-g'azā'irīyah li al-ittiṣāl*, al-'adad 9, rabī'

*journalisme : les enjeux de la scolarisation d'une profession*,

*ans de presse 1962-1972*, Alger, Dahlab.

*ité : le grand hebdomadaire d'informations générales de sciences de l'information et de la communication*, Université

Mireille, 1977, « Les instituts de presse au Maghreb », I, p. 975-984.

*érienne : la modernisation à l'épreuve de la société*, Alger,

- IHADDADEN Zahir, 1983, *Histoire de la presse indigène en Algérie : des origines jusqu'en 1930*, Alger, ENAL.
- IHADDADEN Zahir, 2012, *L'Information en Algérie de 1965 à 1982*, Alger, Office des Publications Universitaires.
- JENDOUBI Mehdi, 1987, « L'expérience maghrébine dans le domaine de la formation des journalistes », *Revue tunisienne de communication*, n° 11, janvier-juin 1987, p. 17-29.
- KADRI Aïssa, 2000, « La construction historique du système d'enseignement supérieur en Algérie (1850-1995) », in Vincent Geisser (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs : Trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, Paris, CNRS Éditions, p. 33-55.
- KIRAT Mohamed, 1987, *The Algerian news people: a study of their backgrounds, professional orientations and working conditions*, PhD in Philosophy, School of Journalism, Indiana University.
- KHELFAOUI Hocine, 2000, *Les ingénieurs dans le système éducatif : l'aventure des instituts technologiques algériens*, Paris, Publisud.
- LECA Jean et VATIN Jean-Claude, 1975, *L'Algérie politique : institutions et régime*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- LOUBER Mohamed, 1975, *Le statut des journalistes en Algérie*, Mémoire en droit public, Université d'Alger.
- MOSTEFAOUI Belkacem, 1988, « Tendances actuelles de l'audiovisuel en Algérie. À propos de brèches dans le monopole de l'État », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 47, p. 53-75.
- OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES (ONS), 2011, « Chapitre démographie : évolution de la population algérienne résidente », *Rétrospective statistique (1962-2011)*, <https://www.ons.dz/IMG/pdf/CH1-DEMOGRAPHIE.pdf> [Consulté le 02/08/2021].
- PÉLISSIER Nicolas et RUELLAN Denis, 2003, « Les journalistes contre leur formation ? », *Hermès, La Revue*, vol. 35, n° 1, p. 91-98.  
DOI : 10.4267/2042/9321
- REMILI Abderrahmane, 1980, « Évolution du système éducatif en Algérie », *Intégration, revue du Centre maghrébin d'études et de recherches administratives (CMERA)*, n° 14, décembre 1980, p. 35-103.
- REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF), 1989, *L'information dans le monde : 206 pays au microscope*, Paris, Seuil.
- RIGHI Abderrahmane, 2000, *Conditions socioprofessionnelles des journalistes de l'agence Algérie presse service « APS » durant la décennie 90*, Mémoire de magister en Sciences de l'information et de la communication, Université d'Alger.
- RUPP Marie-Joëlle, 2012, *Serge Michel, un libertaire dans la décolonisation*, Alger, APIC Éditions.
- SEBAA Rabeh, 1996, *L'arabisation dans les sciences sociales : le cas de l'université algérienne*, Paris, L'Harmattan.

---

## Notes



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

nationale supérieure de journalisme », *La République*,

amed Abassa, ancien directeur de l'Institut de journalisme

recoup à l' « Atelier d'écriture doctoral : travaux en cours sur ficié de l'accompagnement bienveillant de Didier Guignard, erci aussi à Saïd Djafer et Redouane Boudjema pour les ces sur l'histoire de l'Algérie et aux témoins qui ont accepté ns compter leur temps.

ie : pour l'Afrique tous les chemins mènent à l'Europe », *El*

ieure de journalisme, Université d'Alger, ca. 1966.

90, relative au régime d'exercice des journalistes du secteur

ies de Nantes (CADN), 21PO/3/37, *Dépêche APS* sur le 6/01/1990.

e dans cet article, il a été choisi de privilégier les termes nalisme souvent contracté en Institut, aussi utilisés dans les

sources, et d'utiliser les noms officiels pour évoquer des situations ou périodes spécifiques à ces entités administratives.

9 . Art. 1<sup>er</sup> du décret n° 64-356 du 21/12/64 portant création d'une École nationale supérieure de journalisme.

10 . Mes sincères remerciements à Djamilia Benzidoun Brahimi, maîtresse de conférences à l'École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI) d'Alger, qui a généreusement accepté de m'ouvrir les cartons de documents conservés par son défunt mari.

11 . Fondé par le gouvernement d'Ahmed Ben Bella en 1963, ce ministère dirigé par Chérif Belkacem rassemble les secteurs de l'éducation nationale, de l'information, de la jeunesse, des sports et du tourisme. Il disparaît une année après sa création.

12 . « M. Chérif Belkacem inaugure à Alger le séminaire d'études sur l'Information nationale », *La République*, 21/01/1964, p. 3.

13 . Trombinoscope publié dans le journal *Stage-Informations Algérie* réalisé par les élèves à la fin du stage, reproduit dans l'ouvrage de Youcef Ferhi (2013, p. 87).

14 . « Le stage de journalisme s'ouvrira bientôt à Ben Aknoun », *La République*, 25/01/1964, p. 3.

15 . Merci aux chercheur-e-s Walid Benkhaled et Natalya Vince pour le partage de leurs archives obtenues auprès de M. Youcef Ferhi.

16 . Bachir Rezzoug, « 27 journalistes formés en trois mois », *Stage-Informations Algérie*, avril 1964, p. 2, reproduit dans l'ouvrage de Youcef Ferhi (2013, p. 80).

17 . *Ibid.*

18 . À savoir les enseignants français qui n'ont pas été envoyés par l'administration française mais ont entrepris individuellement de travailler en Algérie et sont donc employés par l'État algérien.

19 . Edwy Plenel, 2013, « In memoriam Alain Plénel, 1922-2013 », *Mediapart*, 24/11/2013, <https://blogs.mediapart.fr/edwy-plenel/blog/241113/memoriam-alain-plenel-1922-2013> [Consulté le 27/08/2021].

20 . Brochure de l'ENSJ citée plus haut, p. 2.

21 . Archives personnelles du professeur Brahimi.

22 . Entretien par mails avec Belkacem Ahcène-Djaballah, ancien élève et enseignant de l'Institut, le 7 mai 2021.

23 . « Journalisme, un débat dépassé : à l'Université ou sur le tas », *El Djeich*, août 1970, p. 16-17.

24 . Programme scolaire détaillé dans la brochure de l'ENSJ citée plus haut, p. 4.

25 . Entretien avec Belkacem Ahcène-Djaballah, 7 mai 2021.

26 . Entretien avec Mohamed Abassa, 31 mai 2021.

27 . *Ibid.*

28 . Brochure de l'ENSJ citée plus haut, p. 45-47.

29 . *El Djeich*, revue de l'armée, consacre plusieurs numéros à l'Université, la formation professionnelle et la formation des journalistes, entre 1967 et 1970.

30 . Terme utilisé dans la brochure de l'ENSJ citée plus haut, p. 3.

31 . Salih. « La formation du journaliste en Algérie », *El Djeich*, septembre 1970, p. 42.

: Brahimi.

à Hicham Abou Chabana, Nesrine Dahmoun et Drifa  
x traductions de sources en arabe.

avec Mustapha Benfodil, ancien étudiant de l'Institut de

udiants », *El Djeich*, avril 1972, p. 52.

ur Brahimi.

r Brahimi.

s journalistes à l'ISPI », *Essahafi*, mai-juin 1982, p. 5.

avec M. Mohamed Abassa, directeur de l'ISPI : Changer,  
'04/1983, p. 11.

s : quel avenir pour la promotion 83-84 ? », *Essahafi*, mai-

lus haut.



Ce site utilise des cookies et  
vous donne le contrôle sur  
ceux que vous souhaitez  
activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

## Table des illustrations



URL

<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/docannexe/image/10765/img-1.jpg>

Fichier

image/jpeg, 196k



URL

<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/docannexe/image/10765/img-2.jpg>

Fichier

image/jpeg, 350k

## Pour citer cet article

### Référence papier

Chloé Nejma Rondeleux, « L'École de journalisme d'Alger (1964-1990) : les défis d'une formation professionnelle », *L'Année du Maghreb*, 27 | 2022, 135-152.

### Référence électronique

Chloé Nejma Rondeleux, « L'École de journalisme d'Alger (1964-1990) : les défis d'une formation professionnelle », *L'Année du Maghreb* [En ligne], 27 | 2022, mis en ligne le 30 juin 2022, consulté le 14 septembre 2022. URL :

<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/10765> ; DOI :

<https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.10765>

## Auteur

### Chloé Nejma Rondeleux

Histoire, Paris 1 Pantheon-Sorbonne, CHS, ERC DREAM.

## Droits d'auteur



L'Année du Maghreb est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)